

L'étrange exception française sur les attaques du loup en Europe

Les loups français seraient trois fois plus meurtriers que leurs voisins italiens et allemands. Coïncidence ? Leurs attaques sont les mieux dédommagées du continent...

Publié le 26 décembre 2023 à 16:00 - Maj 26 décembre 2023 à 17:10

[Jade Grandin de l'Eprevier](#)



Loup - Sipa Press

Les faits -

La Commission européenne a proposé la semaine dernière de baisser le statut de protection du loup, ce qui permettra d'en abattre plus chaque année. En France, on compte 1104 loups en 2023, et on abat légalement 20 % de la population chaque année depuis 2021. La France est le pays qui indemnise le plus les éleveurs suite aux attaques attribuées à des loups. Un « système mafieux », selon l'Alliance européenne pour la conservation du loup.

L'Etat nounou a-t-il une dent contre les loups ? La France est le pays européen qui dépense le plus en compensations financières pour les éleveurs disant que leurs moutons ont été tués par des loups ; et aussi celui avec le [taux de moutons tués par loup le plus élevé](#), d'après une étude de la Commission européenne publiée la semaine dernière. Dans ces conditions, les dépenses publiques en prévention, également parmi les plus élevées d'Europe, sont bizarrement moins efficaces qu'en Allemagne...

Avec 1104 loups en 2023, la France est dans la moitié haute des pays avec le plus de « canis lupus ». Il y en a 1 020 en Grèce, 1 400 en Allemagne, 1 886 en Pologne, plus de 2 100 en Espagne, 2 500 à 3 000 en Roumanie, et 3 307 en Italie. Au total, on compte environ 20 300 loups dans l'Union européenne (UE), 900 de plus qu'en 2022 et deux fois plus qu'il y a dix ans.

Déclarations. « A grande échelle, l'impact total des loups sur le bétail européen est très faible, même si niveau local, la pression sur les [communautés rurales peut être élevée à certains endroits](#) », remarque la Commission. Selon les déclarations des éleveurs, les loups tuent chaque année 65 500

têtes de bétail dans l'UE, dont 73 % de moutons et chèvres, 19 % de vaches et bovins, et 6 % de chevaux et d'ânes.

Ainsi sur les 60 millions de moutons européens, seuls 0,065 % sont tués chaque année par des loups. Ces derniers « tuent en majorité des ongulés sauvages, en quantité bien plus faible que les chasseurs, et avec une moindre valeur reproductive », notent les auteurs de l'étude. En outre, alors que les chasseurs tuent des grands mâles en bonne santé faisant office de trophée, les loups s'attaquent aux bêtes fragiles ou malades, avec un effet positif sur l'écosystème. Le prédateur canidé aide aussi à réduire les populations de sangliers, destructeurs de récoltes.

A lire aussi: [L'étrange chasse aux loups d'Ursula von der Leyen](#)

Le nombre le plus élevé d'attaques de loups est déclaré en France (12 000 bêtes tuées par an), en Espagne (14 000) et en Italie (10 000), trois pays qui représentent la moitié de tous les dommages attribués à ce prédateur en UE. « Vu que le nombre de loups en Espagne (plus de 300 meutes) et en Italie (3 300 individus) est bien plus élevé qu'en France (1100 loups), cette dernière est le pays avec le taux le plus élevé de bétail tué par loup dans l'UE », s'étonne Bruxelles. Les moutons, notamment, « sont surtout tués en France ». Ainsi, la France dénombre onze moutons ou vaches tués par loup et par an, deux fois plus qu'en Espagne et en Grèce, et trois fois plus qu'en Allemagne et en Italie. Les loups français, trois fois moins nombreux qu'en Italie, seraient donc trois fois plus meurtriers !

« Les constats de dégâts sont très laxistes, les éleveurs cochent en majorité la case "loups non exclus" : on ne peut pas prouver qu'il s'agit d'un loup, mais on ne peut pas l'exclure. Il suffit que la présence du prédateur sur zone soit officielle, et on indemnise, y compris tous les dégâts de chiens errants. Pour acheter la paix sociale, l'Etat a favorisé cette dérive dans laquelle les éleveurs s'engouffrent »

Pâturages. Comment l'expliquer ? « Probablement à cause des nombreux [moutons en liberté dans les pâturages alpins](#) », suggère la Commission européenne. Toutefois, plus loin dans son rapport, elle note que « le contrôle des dommages au bétail est très variable dans l'UE, car il est déduit des données sur les compensations financières. Augmenter ou réduire l'indemnisation peut causer des changements apparents, mais pas réels, sur les dommages au bétail », écrivent les experts bruxellois.

Or la France est le pays européen qui [dédommage le plus ses éleveurs](#) des attaques de loups, avec 4,1 millions d'euros versés en 2022, suivie par l'Espagne (3,2 millions d'euros), la Finlande (3 millions d'euros, à 90 % pour des rennes en semi-liberté), la Grèce (2,3 millions d'euros) et l'Italie (2 millions d'euros). L'Hegaxone est aussi l'un de ceux qui payent le plus par bête tuée : 330 euros contre 145 euros en Allemagne.

A lire aussi: [Savez-vous compter les loups ?](#)

«**Système mafieux**». Ces systèmes de compensation « ex post » « sont critiqués du fait de déclarations frauduleuses, de coûts de transaction élevés, et parce qu'ils peuvent décourager l'adoption de mesures de prévention des dommages, en encourageant la dépendance perpétuelle des éleveurs aux compensations financières », écrit la Commission, qui suggère de « lier la compensation avec des politiques de prévention ».

Il s'agit « d'un système mafieux où les prestations sont indemnisées au bénéfice du doute », critique Eugène Reinberger, représentant français de l'Alliance européenne pour la conservation du loup (EAWC). « Les constats de dégâts sont très laxistes, les éleveurs cochent en majorité la case "loups non exclus" : on ne peut pas prouver qu'il s'agit d'un loup, mais on ne peut pas l'exclure. Il suffit

que la présence du prédateur sur zone soit officielle, et on indemnise, y compris tous les dégâts de chiens errants. Pour acheter la paix sociale, l'Etat a favorisé cette dérive dans laquelle les éleveurs s'engouffrent ».

Pour lui, la moitié des 12 000 attaques déclarées par an ne seraient pas vraiment dues au loup. « Certains éleveurs cohabitent très bien avec les loups, mais il existe une frange idéologique minoritaire des milieux pastoraux, qui ne mettent pas en place de protection et vont chaque mois à la préfecture récupérer leurs indemnités, ajoute-t-il. Et ils ont le soutien des milieux de la chasse, qui aiment tuer le loup ».

La France, première victime et première indemnisée

Attaques déclarées sur du bétail par des loups et compensation financière en 2022

	Nombre total de loups	Déclaration de bétail tué par des loups	Têtes de bétail tuées par loup	Compensation financière totale
France	1 104	12 424	11	4 100 000 €
Grèce	1 020	6 134	6	2 301 650 €
Espagne	2 100	12 063	6	3 225 845 €
Italie	3 307	9 912	3	1 918 566 €
Allemagne	1 404	4 129	3	616 413 €

SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE

Pourtant, « la meilleure manière de réduire les pertes de bétail dues à des attaques de loups est d'appliquer des mesures de prévention », comme des clôtures électriques et des chiens de garde de type patou, souligne la Commission. « Certains Etats membres, comme la France et l'Allemagne, dépensent des montants significatifs dans la prévention des dommages. Alors que l'on n'a pas vu d'effet clair en France, cela paraît avoir réduit le niveau des dommages en Allemagne. Dans des Länder avec le plus de loups, la fréquence d'attaques sur le bétail a significativement baissé ces dernières années, [grâce à l'usage de mesures adéquates de prévention](#) ». Encore une incongruité tricolore...

A lire aussi: [Ours et loups, sujets féroces pour Nicolas Hulot](#)

Abattages. Toutes ces données en tête, la Commission a proposé de baisser le statut de protection du loup dans la Convention de Berne sur la conservation de la nature, ce qui permettrait aux 50 Etats signataires, dont les 27 de l'UE, d'en abattre plus chaque année. Ou, en langage bruxellois, de « bénéficier d'une plus grande souplesse en matière de gestion ».

En France, la part des loups que l'on peut tuer légalement chaque année a été relevée de 10 % en 2004 à 21 % en 2021. Deux-cent loups ont été abattus légalement en 2023, sans compter le braconnage illégal. Alors que « la recherche conduite pour évaluer les effets de ces abattages ciblés sur les déprédations de loups est non conclusive », rappelle la Commission. A l'inverse des mesures de prévention, aucune étude n'a montré l'efficacité des tirs de loups pour protéger les troupeaux. Au contraire, ces derniers peuvent être contreproductifs en provoquant l'éclatement des meutes et un report de la prédation sur des proies plus faciles, selon l'EAWC. Depuis quarante ans en Europe, aucun humain n'a été tué par un loup.